AR Prefecture

006-210600912-20230807-2023_86-DE
Reçu le 08/08/2023

AVENANT N° 1

A LA CONVENTION

SIGNE LE 15/11/2011

**Référence de l'immeuble : CI 301717, T 28232 Nom du site FORT DU MONT
OURS 06640 PEILLE**

Entre :

La Commune de PEILLE, domiciliée en son Hôtel de ville sis PI Carnot, 06440 PEILLE.
Représentée par son Maire, Monsieur **PIAZZA** Cyril,
dûment habilité à cet effet par une délibération du Conseil Municipal, en date du 23 mai 2020.

ci-après dénommé(e) le « Contractant »,

Et :

BOUYGUES TELECOM

Société Anonyme au capital de 929.207.595,48 Euros, enregistrée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro unique d'identification 397 480 930 R.C.S PARIS, dont le siège social est sis 37-39 rue BOISSIERE 75116 Paris.

Représentée par Monsieur **MEULY** Emmanuel, en qualité de Responsable des relations régionales et du patrimoine en région méditerranée, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommée « BOUYGUES TELECOM » ou le « Preneur »,

ci-après dénommés ensemble les « Parties ».

Préalablement à l'objet des présentes, il a été rappelé ce qui suit :

- BOUYGUES TELECOM a notamment pour objet social d'établir et d'exploiter des réseaux de communications électroniques.
- BOUYGUES TELECOM a signé une convention le 15/11/2011 avec le Contractant (ci-après appelé « la Convention ») autorisant notamment l'implantation d'équipements techniques.
- Les Parties souhaitent, par le présent avenant, apporter des modifications et/ou des compléments à la Convention.

Ceci étant exposé, les Parties sont convenues de ce qui suit,

AR Prefecture

006-210600912-20230807-2023_86-DE
Reçu le 08/08/2023

Article 1 Objet

L'objet du présent avenant est de préciser les modifications apportées à la Convention signée avec le Contractant et portant sur l'immeuble sis à PEILLE 06640 Fort du mont Ours, lieu-dit l'Ours, références cadastrales section B n°1170.

Article 2 Modifications

Les Parties conviennent de modifier les clauses de la Convention et/ou de ses avenants éventuels comme suit :

2-1 - Environnement législatif et réglementaire – information du Contractant

Les Parties conviennent d'ajouter ou de compléter la Convention par un article ainsi rédigé :

2-1-1 : Environnement législatif et réglementaire – Information du Contractant

Les Équipements Techniques émettent des ondes radioélectriques. En conséquence, le Contractant se doit de respecter les consignes de sécurité spécifiées en annexe 3, qui sont conformes aux normes en vigueur. Pendant toute la durée de la convention, BOUYGUES TELECOM s'assurera que le fonctionnement des Equipements Techniques sera toujours conforme à la réglementation applicable notamment en matière de santé publique ou d'émission de champs électromagnétiques. En cas d'évolution de ladite réglementation, et d'impossibilité pour BOUYGUES TELECOM de s'y conformer dans les délais légaux, BOUYGUES TELECOM suspendra les émissions des Equipements Techniques concernés jusqu'à leur mise en conformité, ou pourra résilier de plein droit la présente Convention par lettre recommandée avec avis de réception sans préavis ni indemnité.

BOUYGUES TELECOM informe son Contractant qu'en l'état actuel des connaissances scientifiques, il n'est pas établi que les rayonnements produits par les Equipements Techniques présentent un risque pour la santé.

Afin de permettre au Contractant de se tenir informé de l'état des connaissances scientifiques, une information est accessible sur le site Internet du Ministère de l'emploi et la solidarité suivant : www.sante.gouv.fr.

BOUYGUES TELECOM peut également transmettre une documentation d'information, sur simple demande écrite à l'adresse suivante :

Bouygues Telecom - Direction Fréquences et Protection - Technopole
13-15 Avenue du Marechal Juin
92360 Meudon la Forêt

Article 3 Montant du loyer

Le loyer annuel, toutes charges éventuelles incluses, est de quatre mille cinq cents Euros (4 500 €) nets.

AR Prefecture

006-210600912-20230807-2023_86-DE
Reçu le 08/08/2023

Article 4 Indexation du loyer

Le loyer est indexé au taux fixe de 2 % chaque année.

L'augmentation s'appliquera le 1er janvier de chaque année, à compter du 1er janvier suivant immédiatement l'entrée en vigueur du présent avenant.

Article 5 Droit de préférence

Les Parties conviennent d'ajouter ou de compléter la Convention par un article ainsi rédigé :

Droit de Préférence

Principe

Durant la durée de la Convention si le Contractant :

(i) Reçoit une proposition d'une tierce partie pour la location future des emplacements mis à disposition du Preneur, la cession de la Convention ou tout droit équivalent ou similaire, alors le Preneur aura un droit de préférence pour la location future desdits emplacements ou pour bénéficier de ces droits équivalents ou similaires ;

(ii) Souhaite vendre les emplacements mis à disposition du Preneur ou reçoit une proposition d'une tierce partie pour l'acquisition des emplacements ou de tout droit équivalent ou similaire, alors le Preneur aura un droit de préférence sur la vente desdits emplacements ou pour bénéficier de ces droits équivalents ou similaires.

Modalités

Le Contractant s'engage à notifier sans délai au Preneur son projet de vendre ou de louer et à en proposer l'achat ou la location par priorité au Preneur.

La notification devra être effectuée par le Contractant par lettre recommandée avec accusé de réception et préciser au Preneur, le prix et les conditions de vente ou de location et comporter, lorsqu'elle existe, copie de la proposition de la tierce partie.

Le Preneur aura un droit prioritaire pendant une durée de trois mois (3 mois) à compter de la réception de la notification susvisée pour notifier au Contractant son intention ou non de s'aligner sur les conditions proposées.

En cas de modification des conditions, le Contractant s'engage à notifier sans délai au Preneur par lettre recommandée avec accusé de réception lesdites modifications.

Le Preneur disposera d'un nouveau droit prioritaire pendant une durée d'un mois (1 mois) à compter de la réception de la (des) nouvelle(s) notification(s).

En cas d'absence de location ou de vente dans les conditions notifiées au Preneur, le droit de préférence demeurera en vigueur pour toute nouvelle location ou cession (ou tout droit équivalent ou similaire) qui serait envisagée par le Contractant pendant la durée d'exécution de la Convention.

AR Prefecture

006-210600912-20230807-2023_86-DE
Reçu le 08/08/2023

Article 6 Confidentialité

Les Parties conviennent d'ajouter ou de compléter la Convention par un article ainsi rédigé :

Chacune des Parties garantit la confidentialité de la Convention, de son contenu et des échanges portant sur l'exécution de cette dernière. En conséquence, les Parties s'engagent à ne pas les divulguer auprès d'un tiers sauf accord préalable et écrit de l'autre Partie. Cet engagement de confidentialité est valable pendant toute la durée de la Convention.

Les Parties s'engagent à se transmettre toutes les informations qu'elles jugent utiles au fur et à mesure de l'exécution de la Convention. A ce titre, elles s'informent dans les meilleurs délais, notamment en cas de démarchage d'un tiers portant sur la présence des Infrastructures et Equipements du Preneur ou sur les conditions de la Convention.

Article 7 Durée

La durée de la Convention est modifiée.

Le terme de la Convention interviendra douze (12) ans après l'entrée en vigueur du présent avenant. Au-delà de ce terme, les Parties se rencontreront afin de définir les conditions d'un éventuel renouvellement de la Convention.

La présente disposition annule et remplace la disposition tenant à la durée de la Convention initiale.

Article 8 Entrée en vigueur

Le contrôle de légalité a été exercé sur la délibération du 23 mai 2020 en date du 27 mai 2020.

Le présent avenant entrera en vigueur à compter du 14 novembre 2023, soit au terme de la précédente convention.

Article 9 Continuité

Toutes les dispositions de la Convention non modifiées par le présent avenant demeurent inchangées.

En cas de contradiction entre la Convention et les dispositions du présent avenant, ces dernières prévalent.

Fait à Aix-en-Provence en 2 (deux) exemplaires originaux, dont 1 (un) pour le Contractant et 1 (un) pour BOUYGUES TELECOM

Le 04 juillet 2023,

Le Contractant
M. **PIAZZA** Cyril

BOUYGUES TELECOM
M. **MEULY** Emmanuel